



Marouane El Abassi : D'ici 2019, l'inflation sera stabilisée si l'économie réelle fonctionne

"La Tunisie est actuellement à mi-chemin, il faut juste du courage pour accomplir les réformes et réussir à relancer la croissance", a déclaré Bjoern Rother, chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour la Tunisie. Pour lui, le pays est sur la bonne voie.

Intervenant lors d'une conférence de presse tenue, mercredi 11 juillet au siège de la Banque centrale de Tunisie (BCT), sur la conclusion de la troisième revue de l'accord en faveur de la Tunisie au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC), le responsable s'est dit "optimiste", estimant que la Tunisie pratiquement dépassé la période très difficile à laquelle elle faisait face depuis plusieurs années.

"La croissance est aujourd'hui de retour, notamment, dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, de l'investissement...", a-t-il encore fait savoir.

Dans le même contexte, il s'est félicité de l'amélioration du niveau de concrétisation des réformes économiques structurelle qui vont bon train, surtout en ce qui concerne la politique monétaire, avec des mesures ciblant l'inflation.

Il s'est dit satisfait, également, des efforts déployés en vue de réduire le déficit, et par conséquent l'endettement et d'assurer une meilleure équité fiscale.

En ce qui concerne les réformes structurelles, Rother a salué les mesures entreprises pour la lutte contre la corruption, à travers notamment le lancement du guichet unique et la protection des franges les plus vulnérables de la population, grâce à l'augmentation des allocations sociales, à l'élargissement de la couverture sociale et au lancement de la base de données des familles nécessiteuses à travers toute la république, ce qui est en mesure d'assurer un meilleur ciblage de cette population.

Toutefois, le responsable a estimé que la Tunisie fait face à plusieurs défis, notamment l'inflation qui reste le problème le plus important. Il s'agit, également, d'après lui, de réduire le taux de chômage qui reste élevé (15%), et ce, en créant des emplois soutenable via le secteur privé, ainsi que de réduire l'endettement public externe, d'encourager l'investissement, maîtriser le pouvoir d'achat et assurer les importations critiques (énergie, médicaments...).

De son côté, le gouverneur de la BCT, Marouane El Abassi, a affirmé qu'au cours des six derniers mois, l'économie a repris son rythme de fonctionnement habituel, évoquant notamment l'important retour des investisseurs.

Il a, en outre, souligné que depuis le début de l'année 2018, les réformes sont en train d'être mises en place d'une manière coordonnée entre la BCT et les différents ministères concernés, et ce, en concertation avec le FMI.

"Nos négociations avec le FMI sont constructives, et les réformes que nous avons engagées ne sont pas des directives du Fonds, mais ce sont des actions nécessaires que nous avons reporté pendant des années", a-t-il dit.

Evoquant la question de l'augmentation du taux directeur, Abassi a affirmé : "si nous n'avions pas eu recours, au cours de ces deux dernières années, à ces augmentations, on aurait enregistré un taux d'inflation à deux chiffres, dont les répercussions seraient encore plus graves".

"Dans la situation actuelle, l'inflation est le mal le plus grand qu'il faut combattre en Tunisie afin d'assurer la stabilité des prix et préserver le pouvoir d'achat du citoyen", a-t-il encore dit.

D'après le gouverneur, "d'ici 2019, l'inflation sera stabilisée... à condition que l'économie réelle fonctionne et que les réformes soient accomplies".

Source : WMC